



Communiqué de presse

Fonction publique : Plus que jamais en ligne de mire

La presse se fait l'écho d'une volonté présidentielle affirmée devant les parlementaires de sa majorité que le prochain ministre chargé de la Fonction publique portera « une réforme historique de la Fonction publique ». Emmanuel Macron aurait indiqué que ce serait Stanislas Guérini.

Pour la FSU, le sujet n'est bien évidemment pas une question de personne, ni même de spéculation ou de pronostic sur le casting gouvernemental en cours.

Sur le fond, la FSU comprend le propos présidentiel comme une nouvelle menace sur les personnels de la Fonction publique au vu des annonces autour de ce projet de loi depuis quelques mois comme de la politique de dynamitage du statut menée avec constance depuis 2017.

La loi dite de « transformation de la fonction publique » continue de produire ses effets désastreux pour les conditions faites aux agents publics et dégradant par ricochet les services publics. Le nouveau gouvernement aurait donc pour mandat de développer encore davantage des approches managériales en contradiction avec les exigences d'une Fonction publique confortée pour garantir des services publics de qualité permettant l'égal accès de toutes et de tous à ces « biens communs ».

En effet, les annonces recyclent jusqu'ici les vieilles recettes : rémunérations au prétendu mérite, gestion managériale des carrières détruisant les logiques collectives et développant l'arbitraire et les effets d'aubaine, approche par compétences au détriment des cultures et expertises professionnelles propres aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique qui sont pourtant gages de la continuité de service en dépit de politiques publiques parfois erratiques...

Ministre, Stanislas Guérini avait prévu de rencontrer les organisations syndicales la semaine dernière pour expédier en quelques réunions de concertation un projet de loi présenté aujourd'hui comme « historique ». Ceci indique le mépris pour le dialogue social et le manque de considération des personnels.

La FSU attend que le Premier Ministre réunisse rapidement les fédérations syndicales de la Fonction publique pour clarifier la situation. Les personnels qui tous les jours font vivre le service public méritent un traitement digne de leur engagement et non des effets d'annonces médiatiques et un dialogue social expédié autour d'un projet de loi présenté désormais comme historique.

Bagnolet le 16 janvier 2024